Les États baltes, nouvelle plaque tournante du crime

Description

Depuis l'ouverture de l'espace et la désintégration de l'appareil de sécurité ex-soviétiques, les États baltes sont devenus une plaque tournante pour toutes sortes de trafics illicites.



Les liens historiques avec les anciennes républiques ainsi qu'un rapprochement avec l'Europe occidentale ont fait de la région de la mer Baltique le lieu de passage obligé de flux de drogues, d'immigration clandestine, d'exportation de matériel militaire soviétique et d'opérations de contrebande.

Les infrastructures du crime

À l'époque soviétique les républiques baltes furent dotées d'infrastructures de production et de communication denses dépendantes de la Russie. Aujourd'hui encore, 40 % des échanges extérieurs maritimes de la Russie passent par la Baltique, dont seulement 13 millions de tonnes depuis les ports russes (Saint-Pétersbourg, Primorsk à Kaliningrad) et 70 millions transitant par les ports baltes. La transition d'une économie intégrée et centralisée vers quatre économies de marché ayant leurs propres lois et mécanismes de régulation a offert de nombreuses possibilités de détournement de marchandises et de greffe de flux illicites sur les réseaux de transport.

En termes de volume et de puissance des organisations criminelles impliquées, la contrebande de produits pétroliers et d'autres matières premières remporte la palme. En 1992, un tiers des minéraux et 20 % du pétrole produits par la Russie étaient exportés illégalement, et pendant les neuf premiers mois de 1993, 35 millions d'USD de matières premières étaient exportés d'Estonie clandestinement. De cette manne profitent les grands groupes mafieux russes constitués autour de l'exploitation des ressources naturelles ainsi que des soldats démobilisés et des civils, qui ont ouvert des sociétés anonymes dans les zones économiques libres des villes portuaires pour acheter les produits russes à prix subventionnés et les exporter, faisant des bénéfices considérables. Le vol de la propriété d'État est fréquent: en 1993, un train de wagons-citernes destiné aux installations militaires de Kaliningrad disparut en Lituanie, sans doute avec la complicité d'officiers russes qui auraient « loué » les rails de l'armée. Des (ex-) éléments de l'armée et des services de sécurité sont impliqués dans un trafic bien plus inquiétant d'armements et de composants radioactifs.

Côté armes, il s'agit de stocks de l'Armée rouge mais aussi d'armes occidentales rachetées par des intermédiaires frauduleux puis importées en Russie pour des milices privées ou des gangs mafieux. Il y a certes une offre et une demande d'uranium et de plutonium enrichis de la part de groupes terroristes internationaux, mais, selon le spécialiste Renselaer Lee, elles ne se sont pas (encore) identifiables. Le FSB, le MI6, la CIA et d'autres services secrets se sont mobilisés dès le début des années 80 pour contrer cette menace, de sorte que ce « marché » est sans doute très difficile d'accès, même si quelques saisies importantes de matières radioactives ont lieu chaque année dans les trois pays baltes, devenus une dépendance du grand supermarché global d'armements, un lieu de négociations ainsi qu'un carrefour de transport.

À Miami fut arrêté début 1997 un citoyen russe, Fainberg, qui s'apprêtait à conclure un négoce avec un cartel colombien: il aurait dû leur vendre un sous-marin nucléaire russe basé à Kronstadt (base militaire sur une île du golfe de Finlande) et aurait réinvesti une partie de l'argent en cocaïne et dans des limousines américaines blindées (volées?) à importer en Russie. Fainberg voyageait fréquemment à Riga, où avait probablement lieu la partie russe de la tractation.

Des groupes criminels russes et étrangers se sont servis du cadre législatif permissif des États baltes pour recycler l'argent sale. Ils ont su profiter des privatisations rapides dans les pays baltes et de la création d'un secteur bancaire

privé pour s'implanter au cœur de l'économie régionale. Le volume de flux de devises dans ces petits pays n'a pas permis le blanchiment de grosses sommes, hormis sur la place de Tallinn, capitale de la criminalité financière balte. Les devises engendrées par les exportations frauduleuses servent à acheter des cigarettes, alcools et produits de luxe frelatés ou des voitures volées[1].

Dans les villes portuaires baltiques, les mafias russes ont créé des entreprises qui achètent puis acheminent vers l'Est les produits de contrebande occidentaux. Ainsi M&S International, dont le siège se trouve à Anvers, avec une filiale lituanienne. Contrôlé par la « Brigade de Vilnius », M&S Vilnius avait comme activités illicites la contrebande de cigarettes, d'alcools et de matériel vidéo et hi-fi. Pour les seuls neuf premiers mois de 1994, le siège à Anvers importa 14 000 containers de cigarettes Philip Morris (4,5 fois la consommation annuelle de l'Allemagne) destinées au marché noir russe. « La Brigade de Vilnius » pratiquait aussi le règlement de contentieux mafieux, l'extorsion de fonds et la « protection », avec des ramifications internationales. Après avoir assassiné un journaliste qui enquêtait sur son compte, la Brigade fut confrontée au ras-le-bol populaire contre l'emprise de la mafia sur la vie publique, et les juges lituaniens finirent par remporter une guerre dangereuse contre cette bande, mettant tous ses membres sous les verrous de 1993 à 1998.

Une dimension internationale

Il n'y a pas que les « mafias » russo-baltes qui opèrent dans cette région. En 1993, la douane russe a réalisé une saisie record de 2 tonnes de cocaïne au poste-frontière de Vyborg, en transit depuis la Colombie vers l'Europe occidentale. On dit que la mafia italienne a conclu des accords avec des gangs russes et les cartels colombiens pour faire transiter de la cocaïne par le territoire russe vers l'Europe. Si aucune saisie de plus d'une quinzaine de kilos n'a été faite dans la région depuis, il est difficile de savoir si c'est parce que les gros trafiquants ont abandonné cette route ou sont plus prudents, ou si cela tient caractère « désincitatif » des contrôles policiers.



Les pays baltes sont devenus comme la Pologne des grands producteurs de drogues de synthèse[2]. Dès 1991 des investisseurs hollandais avaient reconverti l'usine pharmaceutique lettone Latbiofarm, encore sous contrôle étatique, dans la production de drogues de synthèse. En décembre 1992, la douane de Francfort saisit plus de 3 tonnes (11 millions de capsules) de MDA (amphétamine proche de l'ecstasy) produites par cette usine pour le marché du Bénélux. En 1997, le successeur de Latbiofarm, Olainpharm, fut encore épinglé pour production de drogues de synthèse, tout comme des firmes analogues basées dans la région de Saint-Pétersbourg. Ce ne sont ni les laboratoires ni les chimistes qualifiés qui manquent, mais le marché: la plupart des produits sont exportés vers la Russie et les pays scandinaves. La Pologne fournit 40 % du marché scandinave en drogues de synthèse, et les laboratoires baltes produisent les précurseurs pour l'héroïne et la cocaïne, très prisées sur le marché émergent de Saint-Pétersbourg, ville de 5 millions d'habitants.

Les États craignent que la région de la mer Baltique, dont les échanges annuels représentent 350 millions de tonnes de marchandises et 75 millions de personnes, empruntent 60 ports « intégrés » (système intermodal de transports) dans 9 pays et utilisent des régimes de visa unique (pour les trois pays baltes et entre l'Estonie et la Finlande), soit devenue une alternative à la « Route des Balkans ». L'héroïne afghane négociée par les Caucasiens fait escale dans les ports baltiques avant d'être envoyée en Occident; une bonne partie des 250 000 immigrés clandestins qui seraient en transit à Moscou feraient le voyage vers la Scandinavie et l'Allemagne en passant la frontière russo-lettone puis en prenant le ferry ou un navire de cabotage au départ d'un port balte.

Les États baltes n'ont ni les moyens, ni la volonté d'attaquer de front ces flux illicites. Malgré de possibles complicités politiques[3], l'État doit assurer ses recettes d'importation et d'exportation. Les salaires des douaniers sont nettement insuffisants, ce qui les rend vulnérables aux tentatives de corruption. Dans ces conditions, malgré les efforts des missions régionales comme la Task-Force on Organized Crime mise sur pied en 1998 par le Conseil des États de la mer Baltique ou l'aide technique apportée par la Finlande et la Suède pour former les gardes-frontière des pays en transition,

les saisies sont insignifiantes en comparaison avec le volume probable de transit de produits illicites et l'ampleur de l'immigration clandestine dans cette région.

L'intégration commerciale entre les États riverains de la Baltique facilite le déploiement des activités des organisations criminelles transnationales, faisant de la région un point de rencontre entre les mafias russes et occidentales; celui-ci se profile comme l'alternative la plus naturelle à la « Route des Balkans » entre l'Asie et l'Europe.

L'auteur tient à remercier l'Observatoire géopolitique des Drogues (OGD) pour son assistance dans la recherche de documents.

Par Robert KLUYVER

Vignette : photo libre de droits (pas d'attribution requise).

Notes :

[1] Depuis la chute du mur de Berlin, les vols de voitures en Europe auraient été multipliés par quatre, la plupart des véhicules étant destinés à l'Europe de l'Est et à la CEI.
[2] Il s'agit de drogues illicites – ecstasy, amphétamines, LSD, méthadone, éphédrine, kétamine, etc.- et de copies de drogues licites- rohypnol, prozac, viagra, etc.
[3] Alors colonel de l'armée de l'air soviétique à Tartu (Estonie), D. Doudaïev tissa des liens avec les indépendantistes estoniens, parmi lesquels Lesnik, un parrain reconverti dans la politique. Par la suite, les deux luttes indépendantistes se soutinrent. Lors de l'introduction de la couronne estonienne, la banque centrale détourna plusieurs millions de roubles qu'elle devait rendre à Moscou, argent retrouvé en Tchétchénie. De même, Iandarbaïev, parrain du clan tchétchène auquel appartenait Doudaïev et responsable du financement de la lutte indépendantiste, utilisa l'Estonie comme tremplin pour ses activités internationales de trafic de drogues et de blanchiment d'argent. Lesnik, pour sa part, achetait de l'opium en gros à Osh, en Kirghizie. Cet opium était transformé en héroïne dans les laboratoires tchétchènes, puis exporté via l'Estonie et la Suède vers les USA.

Retour en haut de page

date créée
01/01/2000
Champs de Méta
Auteur-article : Robert KLUYVER